

**Sortie mondiale de l'Observatoire des mines 2010 :
Handicap International appelle le gouvernement français
à débloquer plus de fonds pour l'action contre les mines**

Lyon, le 24 novembre 2010. Rendu public aujourd'hui, L'Observatoire des mines 2010 présente le bilan annuel du Traité d'Ottawa qui interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel dans le monde. Dans le cadre du financement de l'action contre les mines, la France se classe malheureusement 17^e sur 33, parmi les pays contributeurs. L'association appelle le gouvernement français à débloquer des moyens financiers à la hauteur des enjeux.

L'Observatoire des mines 2010 a été présenté aujourd'hui au Palais des Nations à Genève. Ce rapport fait notamment état des subventions internationales pour l'action contre les mines. Les financements, à hauteur de 449 millions de dollars cette année, demeurent stables. La France est 17^e sur la liste de 33 contributeurs (en termes de financement bilatéral, hors contributions obligatoires à l'Union européenne et aux Nations unies). Palmarès peu reluisant : les fonds engagés en cinq ans (2005-2009) par le gouvernement français (17,9 millions de dollars) sont équivalents à ceux débloqués par le Royaume-Uni sur la seule année 2009. Ce montant est dramatiquement insuffisant au regard des besoins sur le terrain. « Plus de 500 000 personnes ont survécu à l'explosion d'une mine ou d'un reste explosif de guerre (REG). Elles ont besoin d'une assistance à vie, d'un accès aux soins, de réinsertion socio-économique. Leur famille et leur communauté doivent également être soutenues, » explique Jean-Marc Boivin, directeur général de Handicap International France. L'association demande à nouveau au gouvernement français de débloquer quinze millions d'euros par an, sur une période de cinq ans.

Autre point navrant mis en avant dans ce rapport, la Birmanie continue d'utiliser des mines antipersonnel. Elle est aujourd'hui le dernier Etat dans le monde qui s'octroie le droit d'employer ces armes barbares. Des groupes armés non étatiques de six pays sont suspectés d'utiliser encore des mines antipersonnel.

Cette dernière information entache les conclusions relativement positives du rapport.

. En 2009, l'usage et la production de ces armes ainsi que les accidents par mines antipersonnel et restes explosifs de guerre connaissent leur plus bas niveau depuis 1999. « C'est une victoire pour Handicap International et la société civile engagée dans ce combat depuis plus de 10 ans » commente Jean-Marc Boivin.

. L'année dernière, 3 956 nouvelles victimes de mines antipersonnel et REG ont été recensées, ce qui représente une diminution de 28% par rapport à 2008. Cependant, les données restent incomplètes ou inexistantes dans la plupart des pays pollués et l'Observatoire des mines estime que le nombre de victimes est beaucoup plus important.

. 557 km² ont été dépollués, pour l'essentiel en Afghanistan, au Cambodge, en Croatie, en Irak et au Sri Lanka, soit la destruction de 255 000 mines anti-personnel, 37 000 mines antichar et 2 millions de restes explosifs de guerre (REG). C'est la première fois que l'Observatoire enregistre un tel résultat.

. 86 pays ont terminé de détruire leurs stocks de mines antipersonnel, totalisant 45 millions de mines détruites.

. En 2009, 73 Etats et territoires étaient pollués par les mines antipersonnel.

L'Observatoire des mines 2010 est le 12^e rapport annuel de ce genre. Il couvre les développements mondiaux enregistrés en matière de politique d'interdiction, d'utilisation, de production, de commerce et de stockage des mines. Il fournit des informations sur la contamination par les mines et les munitions non explosées, la dépollution et l'assistance aux victimes. Le rapport couvre l'année 2009 et inclut des informations allant jusqu'au mois d'août 2010 lorsque c'est possible.

L'Observatoire des mines 2010 est publié en vue de la dixième réunion des Etats parties au Traité d'interdiction des mines, qui se tiendra à Genève, Suisse, du 29 novembre au 3 décembre 2010.

Plus d'informations sur : www.handicap-international.fr

Contacts presse : Sophie Mazoyer : +33 (0)4 26 68 76 47 / +33 (0)6 60 97 09 38 /

smazoyer@handicap-international.fr